as owner of the barge, nor gave credit to him for payment of the repairs.

JETTE, J., rendered judgment as follows, dismissing the action :—

“ La Cour, etc. . . .

“ Considérant que le demandeur réclame des défendeurs en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et administrateurs de la succession de feu David Torrance, une somme de \$5,265.89, pour le coût et valeur de réparations faites en 1872 au navire “ Frontenac,” dont le dit feu David Torrance apparaissait alors aux registres de la Douane de cette ville être le propriétaire, ayant titre dûment enregistré ; le demandeur alléguant que le dit David Torrance était comme tel responsable du coût des dites réparations, lesquelles avaient été faites pour son bénéfice et avantage ;

“ Considérant que les défendeurs ont plaidé à cette demande, entre autres choses, que le titre du dit navire n'était ainsi au nom du dit David Torrance que pour garantir à Messieurs David Torrance & Cie. le paiement d'une créance considérable qu'ils avaient contre Messieurs Miller & Jones, négociants expéditeurs, lesquels étaient les seuls et vrais propriétaires du dit navire, et en avaient alors la possession pleine et entière, et l'administration et contrôle absolu ; et que les dites réparations ont été demandées et ordonnées par les dits Miller & Jones, et accomplies sur telle demande par le demandeur et son associé pour le temps d'alors ; lesquels ont accepté la responsabilité des dits Miller & Jones pour le coût des dites réparations, et que le dit David Torrance n'a jamais eu connaissance d'icelles, et n'en a jamais été tenu responsable par le dit demandeur et son dit associé ;

“ Considérant qu'il est établie en preuve qu'à l'époque où les dites réparations ont été faites par le demandeur et son associé, les dits Miller & Jones avaient depuis deux ans la possession et le contrôle absolu du dit navire, et le naviguaient à leur profit et avantage exclusif ; que c'est à la demande des dits Miller & Jones que les dites réparations ont été ainsi faites, sans que le dit David Torrance en ait jamais eu connaissance ; que le dit demandeur et son associé ont alors accepté pour le paiement des dites réparations la responsabilité personnelle et suivi la foi des dits Miller & Jones, à qui ils ont chargé le coût d'icelles, conjointement avec l

coût d'autres réparations faites à d'autres navires possédés par les dits Miller & Jones ; qu'ils ont reçu des paiements considérables des dits Miller & Jones en à-compte des dits ouvrages, et qu'ils ont même exigé et obtenu d'eux pour la garantie du paiement de ce qui pouvait leur être ainsi dû, une hypothèque s'élevant à la somme de \$4,000 sur le navire “ Minnie,” possédé par les dits Miller & Jones ;

“ Considérant que le seul fait de la propriété d'un navire n'impose pas au propriétaire la responsabilité des engagements qui peuvent être pris par qui que ce soit à raison de ce navire, mais que la loi a limité au contraire cette responsabilité aux cas où ces engagements sont pris par des agents reconnus et autorisés du propriétaire, et pour des choses nécessaires au navire, et ce à raison de la présomption qu'elle établit alors d'une autorisation implicite du propriétaire à telles fins ;

“ Considérant que, vû la preuve faite dans l'espèce, les dits Miller & Jones n'étaient pas et ne pouvaient pas être considérés comme les agents du propriétaire du dit navire “ Frontenac,” et par suite n'ont pu l'engager ;

“ Considérant enfin que loin d'agir comme agents ou représentants du propriétaire, les dits Miller & Jones ont au contraire contracté directement et en leur propre nom avec le demandeur et son associé pour les dites réparations, et que c'est à eux et à eux seuls que le demandeur et son associé ont donné crédit pour les dits travaux et réparations ; et que par suite les dits Miller & Jones étaient seuls responsables du coût des dites réparations, et non le dit David Torrance ;

“ Renvoie la motion du demandeur pour rejet de partie de la preuve faite par les défendeurs ;

“ Renvoie la première exception des défendeurs comme mal fondée en droit ; mais maintient les autres défenses des défendeurs *es qualité*, et en conséquence renvoie l'action du demandeur avec dépens.”

*Abbott, Tait, Wotherspoon & Abbott, for plaintiff.
G. B. Cramp, for defendants.*

MONTREAL, April 14, 1880.

COMMERCIAL MUTUAL BUILDING SOCIETY v. McIVER
et vir, and PLFF., petr.

*Sheriff's Sale—Vacating of Sale on ground
of fraud.*

On a petition to vacate a Sheriff's Sale, held, that